

CHAPITRE IV

Le grand virage (1973-1976)

Il vaut mieux tard que mal, et cela en tout genre.

VOLTAIRE

Si, à l'élection de 1970, le Parti québécois avait pour but de survivre, de tenir le coup, son objectif en 1973 était de se poser en candidat crédible à l'exercice du pouvoir.

La dernière élection pour l'indépendance

La campagne électorale de 1973 fut la dernière que le PQ a consacrée à la mise de l'avant d'un programme d'action souverainiste et où il a formulé des engagements clairs en faveur de l'indépendance. Le parti publie son programme dans un document qui porte le titre *Un gouvernement du Parti québécois s'engage*¹... La plupart des promesses

1. Parti québécois, *Un gouvernement du Parti québécois s'engage*..., Montréal, Éditions du Parti québécois, 1973.

des programmes précédents y sont reprises. Notons néanmoins quelques différences dignes de mention.

D'abord, si la sphère économique tient toujours une place prépondérante, la souveraineté est présentée avant tout dans un cadre politique. Les premières parties du document traitent des institutions d'un Québec indépendant, réitérant l'engagement de créer une république, de mettre en place un mode de scrutin plus représentatif et un modèle administratif répondant aux besoins des régions.

Y figure également un engagement concret à adopter une constitution et une déclaration des droits de l'homme où seraient inscrites les libertés fondamentales garanties par l'ONU : droit de l'individu à la liberté et la sécurité, égalité devant la loi, liberté de pensée, droit à l'information, droit au travail, droit au loisir, droit à l'éducation et droit à la culture².

Le premier engagement est de « [r]éaliser la souveraineté politique du Québec par les voies démocratiques et proposer au Canada une association économique mutuellement avantageuse³ ». Le programme précise ensuite les modalités d'accession à l'indépendance : mise en branle du processus d'accession à la souveraineté dès l'élection du PQ ; adoption de son principe par l'Assemblée nationale (et opposition à toute intervention fédérale) ; adoption par référendum d'une constitution définie par une assemblée constituante ; négociations avec le Canada sur les modalités de l'entente entre les deux pays ; demande d'admission du Québec à l'ONU ; respect des

2. Voir *ibid.*, p. 14-15.

3. *Ibid.*, p. 10.

traités avec le Canada lorsqu'ils sont favorables au Québec, dénonciation de ceux qui ne le sont pas et respect des règles du droit international le cas échéant ; réaffirmation des « droits inaliénables » du Québec sur son territoire, incluant le Labrador et les îles du littoral du Nouveau-Québec – quitte à les occuper juridiquement puis à porter la cause à la Cour internationale de justice en cas d'absence d'accord⁴.

Le programme ne tranche pas sur la question – précédemment évoquée – de la nécessité d'imposer ou non une date butoir aux pourparlers avec le gouvernement fédéral, mais on suppose que le processus d'accession à l'indépendance sera irrémédiablement enclenché et qu'on ne laissera à Ottawa d'autre choix que d'accepter le fait accompli.

En parfaite cohérence avec le procès très dur que les péquistes font du régime provincial et des contraintes systémiques du Canada, le pouvoir provincial en lui-même et pour lui-même se révèle impensable pour le parti indépendantiste.

C'est dans une perspective de parachèvement de la communauté politique que le PQ aspire alors à gouverner⁵.

4. Voir *ibid.*, p. 12-13.

5. Il nous semble alors bien difficile d'accréditer la thèse de Louis Balthazar selon laquelle le PQ aurait été, dès les élections de 1970 et de 1973, un parti de gouvernement avant d'être un véhicule voué à la réalisation de l'indépendance. Voir Louis Balthazar, *Nouveau Bilan du nationalisme au Québec*, Montréal, VLB éditeur, 2013, p. 186.

Le budget de l'an I

Le 9 octobre 1973, en pleine campagne électorale, une conférence de presse lançant la campagne péquiste se tient à Québec. C'est alors qu'est également dévoilé le « budget de l'an I ». Ce budget prospectif s'insère dans le plan d'action gouvernemental de la manière suivante : il serait déposé pour l'année financière 1975-1976, soit après deux ans de négociations avec le Canada. Il prévoit que, si une entente sur l'union monétaire se révélait impossible, le Québec imprimerait ses propres billets de banque. L'exercice prévoit que le budget du Québec indépendant s'élèverait à 12 milliards, contre 5,1 milliards pour le Québec provincial de 1973-1974⁶. Les revenus s'élèveraient à 11,6 milliards. Comme dans tout budget gouvernemental, l'exercice donne un aperçu des priorités d'un Québec indépendant et prévoit notamment, outre le maintien des programmes sociaux gérés à l'époque par Ottawa, la stabilisation du fardeau fiscal des particuliers, l'abolition des frais de scolarité universitaires et la création d'un secrétariat d'État aux sciences et à la recherche.

Fait étonnant, c'est en l'absence de Jacques Parizeau, grand responsable des questions économiques, que l'exécutif national du PQ avait opté pour la préparation de ce document. L'idée serait venue de Louis Bernard, alors chef de cabinet de Camille Laurin, et elle aurait été appuyée fortement par René Lévesque. L'économiste du mouvement souverainiste est alors en vacances au Mexique et dans l'ignorance totale d'une telle décision. Parizeau n'a pas été consulté dans la conception du

6. Voir Pierre Duchesne, *Le Baron. 1970-1985*, p. 79.

document, plutôt construit par les recherchistes de l'aile parlementaire. Mis devant le fait accompli, il n'en a pas moins été contraint de participer à la promotion de ce document et d'en devenir le principal porte-parole. Parizeau était très en colère, non seulement de devoir défendre les conclusions d'une étude sans avoir participé à la réflexion qui les avait précédées, mais il critiquait aussi le caractère improvisé de l'exercice et le trop court délai accordé à sa conception.

Quoi qu'il en soit, le PQ a choisi de révéler la maquette budgétaire d'un Québec indépendant. Critiquer le manque à gagner du Québec dans le cadre canadien et mettre en valeur les possibilités d'un Québec souverain, voilà qui s'accorde avec un projet misant sur la critique du modèle fédéral. Un tel document est radicalement différent des habituels cadres financiers présentés par les formations politiques pendant les campagnes électorales.

S'il souffrait de son peu de préparation et du manque d'enthousiasme du principal porte-parole économique du parti, le budget de l'an I avait pour objectif, en théorie du moins, de polariser l'enjeu électoral en fonction de la question nationale.

À l'époque, le consensus social-démocrate était largement lié à la notion de l'État comme lieu d'expression de la culture nationale. Nous étions, en 1973, loin de l'ère Reagan-Thatcher – qui succédera à une crise des États-providences –, ou encore du virage des socialistes français de François Mitterrand en faveur de la rigueur budgétaire – lequel incitera les partis de centre-gauche à se convertir au libéralisme avant l'arrivée du New Labour britannique. Dans un tel contexte, l'orientation du premier budget du Québec indépendant correspondait aux

grandes lignes du programme péquiste où, par le caractère affirmatif du nationalisme qui s'y exprime, la foi en l'État était profonde. Loin d'être idéologique, le budget de l'an I incarnait une doctrine de l'intérêt national et cherchait à démontrer les possibilités financières qu'ouvrirait une émancipation de la tutelle canadienne.

L'exercice était audacieux et sortait des paramètres partisans, lesquels auraient en toute logique politicienne voulu que le PQ, comme parti d'opposition, se concentre davantage sur la critique du bilan du gouvernement sortant que sur son propre « bilan » financier hypothétique. Mais, en ramenant l'attention sur le cas concret des finances publiques, cela donnait la possibilité au PQ de faire la promotion de son option. On voulait placer les fédéralistes sur la défensive en les contraignant à justifier le cadre provincial, qui offrait des moyens beaucoup plus limités au Québec.

La promotion du budget se révéla un échec cuisant lorsque le Parti québécois accepta un débat entre les différents partis sur le budget de l'an I. Au cours du débat, Jacques Parizeau n'avait pas uniquement à affronter le ministre libéral des finances, Raymond Garneau, mais également des représentants de l'Union nationale et des créditistes. Ainsi, Parizeau se trouva seul contre trois adversaires. Il fut rapidement placé sur la défensive, ne pouvant se livrer au procès du régime libéral comme cela était son intention.

Ce débat catastrophique témoignait d'un manque de préparation évident, en plus de représenter un échec pour l'homme qui incarnait la caution économique du parti. Échec à cause d'un projet – celui du budget de l'an I – auquel il ne s'était rallié qu'à reculons.

Une carte de « rappel » étonnante

Au cours de cette campagne qui s'appuyait sur un programme d'action souverainiste et sur des engagements clairs en faveur de l'indépendance, il se produisit un événement pour le moins étonnant.

Aux derniers jours de la campagne fut distribuée dans les foyers une carte de rappel ainsi libellée : « Aujourd'hui, je vote pour la seule équipe prête à former un vrai gouvernement. En 1975, par référendum, je déciderai de l'avenir du Québec. Une chose à la fois⁷. »

On peut considérer, rétrospectivement, cette carte comme le premier document « étapiste », introduisant une distinction entre l'exercice du pouvoir et la réalisation de l'indépendance. Il est difficile de déterminer qui est à l'origine de la carte de rappel, si ce n'est qu'elle fut – selon toute vraisemblance – pilotée par Guy Joron, le responsable des communications du parti, et que Claude Morin était au courant. La production dudit document – dont le message va totalement à l'encontre du programme du parti – a été décidée par un sous-comité. Ni Jacques Parizeau, numéro deux du parti, ni Gilbert Paquette, conseiller au programme, ne furent mis au courant avant l'envoi, qui firent après coup connaître leur désaccord avec la manœuvre⁸.

Après avoir pourtant fait campagne sur son projet fondateur pendant les semaines précédentes, le PQ s'engageait soudainement à prendre le pouvoir exclusivement pour gouverner la province de Québec, remettant

7. Souligné dans le texte.

8. Pierre Duchesne, *Le Baron. 1970-1985*, p. 97-98.

la souveraineté à une consultation ultérieure. Jean Garon refusa purement et simplement de distribuer la carte de rappel : « Tu ne peux pas faire la campagne sur la souveraineté puis dans les derniers jours dire “Ce n’est pas tout à fait ce qu’on avait dit”⁹ ! »

Il faut bien insister ici sur le caractère radicalement différent de la carte de rappel par rapport à d’autres événements touchant un éventuel référendum qui s’étaient produits plus tôt. Le 18 février 1973, quelques mois avant le scrutin, René Lévesque avait laissé entendre à Radio-Canada que l’indépendance ne se réaliserait par référendum que quelques années après la prise du pouvoir par le PQ. Le congrès du parti qui a eu lieu quelques jours plus tard a adopté une résolution qui stipulait que la souveraineté serait acquise en principe par l’Assemblée nationale et que le recours au référendum n’était pas nécessaire. Lévesque a néanmoins terminé son discours de clôture en affirmant qu’un référendum « demeurera nécessaire pour faire accepter au peuple la nouvelle constitution¹⁰ ».

C’est donc bel et bien sur la constitution que Lévesque voulait un référendum en fin de mandat et non sur la souveraineté. Pour Lévesque, l’élection constituait alors toujours le moment inaugural de la réalisation de l’indépendance, prévoyant que l’Assemblée nationale se prononcerait sur le principe dès la première session suivant une victoire péquiste. S’ensuivraient la publication de dossiers sur le bilan du fédéralisme et la rentabilité d’un Québec indépendant, l’établissement d’une consti-

9. *Ibid.*, p. 98.

10. Normand Delisle, *Le Journal de Montréal*, 25 février 1973.

tution définissant ses institutions politiques, la négociation d'égal à égal avec le Canada sur une répartition des avoirs et des dettes, la proposition d'une association économique mutuellement avantageuse et, finalement, un référendum sur la constitution¹¹.

Il s'agissait d'un débat tactique et non un changement de stratégie, car le référendum – sur la constitution et non sur l'indépendance – était donné par Lévesque comme l'aboutissement d'un processus et non comme le commencement de celui-ci.

Les résultats

Le 29 octobre 1973, la distribution des sièges au parlement fut totalement disproportionnée par rapport aux rendements électoraux. Les libéraux avaient récolté 102 députés contre seulement six – un de moins qu'en 1970 – pour le Parti québécois. Cependant, le vote péquiste était passé de 23 pour cent en 1970 à 30,2 pour cent en 1973. L'Union nationale dut se contenter d'un seul et unique siège tandis que le Crédit Social en obtenait deux. Camille Laurin fut défait dans sa circonscription de Bourget, tandis que René Lévesque n'était toujours pas de retour à l'Assemblée nationale. Cette élection marque également le retour du bipartisme : il y aura désormais au Québec – comme tout au long de la première moitié du xx^e siècle – un parti « rouge » et un parti « bleu ». C'est « le vote bleu » qui a échappé à l'Union nationale au profit du PQ. En trois ans,

11. L'extrait vidéo est disponible à www.youtube.com/watch?v=5Txs3CWB5EE.

et en maintenant la promesse de réaliser l'indépendance, le PQ avait augmenté son appui populaire de sept points. Mais, à cause du faible nombre de sièges récoltés au Parlement, les péquistes eurent l'impression de plafonner.

L'épisode de la carte de rappel a été peu évoqué pendant le bilan postélectoral. C'est sur le budget de l'an I et sur Jacques Parizeau qu'on fit porter l'odieux de l'échec électoral. Au Conseil national du PQ des 17 et 18 novembre 1973, Parizeau eut à assumer l'entière responsabilité des déboires du parti. Il se porta néanmoins à la défense d'une initiative au sujet de laquelle il avait eu de nombreuses réserves au départ mais qui lui paraissait posséder désormais bon nombre de vertus :

D'élection en élection, c'est l'argument économique qui sera brandi par les fédéralistes. Toutes les élections, jusqu'à l'indépendance, n'auront pour thème que la peur économique. C'est pourquoi il fallait, cette année, faire la campagne que nous avons faite. Ceux qui croyaient que le PQ prendrait le pouvoir en 1973 rêvaient en couleurs. C'était une élection perdue d'avance, aussi bien la faire servir à détruire un peu plus, ce qui a été, est et sera toujours le seul argument de nos adversaires¹².

Un constat proche de celui que René Lévesque fera dans ses mémoires : « Il était pourtant logique, ce damné budget, et même assez conservateur. Au fond, c'était un instrument pédagogique, destiné à contrer sinon à guérir un des aspects économiques les plus pernicieux de

12. Procès verbal du Conseil national du 17 novembre 1973, p. 9.

notre bon vieux complexe d'infériorité. [...] [N]ous ne serions que les entretenus du Canada¹³. »

C'est l'exercice en lui-même et non la manière dont il s'est déployé qui fut l'objet d'une condamnation sans appel par les cadres du Parti québécois. Ce n'est qu'en 2005, soit trente-deux ans plus tard, que le PQ, dirigé par Bernard Landry, tentera à nouveau une telle entreprise en confiant au responsable parlementaire en matière de finances, François Legault, la responsabilité de mener une étude sur les surplus budgétaires d'un Québec indépendant.

Il peut paraître surprenant qu'un parti souverainiste ait choisi d'abandonner si longtemps l'idée de produire des études sur les bénéfices de l'indépendance plutôt que de tout simplement prendre acte des erreurs d'improvisation commises pendant la campagne de 1973 et de s'assurer de ne pas les répéter.

Parizeau démissionna le lendemain du Conseil national de novembre 1973. Il n'était plus le numéro deux du PQ. Claude Morin s'imposera progressivement dans le rôle de celui qui jouit de l'oreille attentive de René Lévesque.

Genèse d'un virage

Jusqu'ici, aux deux élections auxquelles le PQ a participé dans son histoire, son programme reposait sur le fait qu'un vote en faveur de la formation politique menait à l'enclenchement du processus de construction de l'État

13. René Lévesque, *Attendez que je me rappelle...*, p. 354.

indépendant du Québec. Il y avait bien entendu, comme nous l'avons observé, des divergences quant aux modalités, mais l'objectif était clair. Le flou relatif sur le détail relevait peut-être d'une volonté de ne pas dévoiler la totalité du jeu stratégique dans un contexte de conflit politique – ce qu'une lutte pour l'indépendance est fondamentalement.

La carte de rappel, au contenu adopté en vase clos, dépasse le simple geste tactique. Il n'est pas ici question de penser que cette initiative était planifiée depuis longtemps. La carte était probablement le fait de l'improvisation de la fin de la campagne. Il n'en reste pas moins qu'elle prend des allures de Rubicon. Une limite venait d'être franchie. Cette carte était tout sauf anodine, transformant radicalement le rapport entretenu par les souverainistes avec l'exercice du pouvoir et le sens qu'il fallait y donner. À partir de ce document, le souverainisme cessa d'être un indépendantisme. Non pas que les souverainistes cessèrent de souhaiter l'indépendance, mais celle-ci cessa d'être la motivation centrale des actes du parti.

Après l'élection de 1973, une impression émergea : celle de plafonner, la triste traduction parlementaire des résultats électoraux occultant l'augmentation substantielle des suffrages. Cette impression se doublait de la conviction que le peuple n'était pas encore prêt à s'engager dans la voie de l'indépendance. Les efforts du PQ pour expliquer la viabilité de son projet avaient été très importants et même couronnés de succès, comme en témoigne la hausse de l'appui populaire de sept points en trois ans, malgré les tentatives de ses adversaires pour amalgamer le souverainisme aux actions terroristes du FLQ. Au lendemain du scrutin de 1973, le PQ décida de

poursuivre dans la voie de la promotion de la souveraineté en créant un journal indépendantiste, *Le Jour*, dont la responsabilité fut confiée à Yves Michaud. Le journal atteignait, entre mars et mai 1974, un tirage de 32 000 exemplaires nuisant considérablement au lectorat du *Devoir*. Il se saborda quelques mois avant l'élection de 1976, à la suite de conflits de travail très tendus et de la pénétration d'agitateurs gauchistes dans l'équipe¹⁴. Toutefois, selon son ex-directeur, *Le Jour* fut directement responsable de la victoire péquiste cette année-là¹⁵. Cela dit, la conviction de plafonner restait entière, et il apparut utile aux yeux des péquistes de faire passer les mots inscrits sur la carte de rappel de 1973 de slogan à philosophie d'action, et ce, dès l'année suivante.

Claude Morin s'était joint au PQ en mai 1972, et son arrivée avait été grandement saluée. L'homme avait une feuille de route impressionnante. Comptant parmi les premiers diplômés en sciences économiques de l'Université Laval, mais aussi diplômé de l'Université Columbia de New York, Morin avait été rédacteur de discours pour Jean Lesage pendant les premières années de la Révolution tranquille, avant de devenir responsable des relations fédérales-provinciales et internationales du Québec dans la fonction publique québécoise sous les gouvernements Lesage, Johnson, Bertrand et Bourassa.

Fait qu'on ne peut passer sous silence, Claude Morin a été en contact avec la Gendarmerie royale du Canada, et ce dès 1966, relations qui se poursuivront quand il sera

14. Pour un récit de l'existence du *Jour*, voir Pierre Duchesne, *Le Baron. 1970-1985*, p. 97-117.

15. Entretien avec Yves Michaud, 15 septembre 2013.

ministre dans le gouvernement Lévesque. Il sera rémunéré pour plusieurs de ses rencontres avec la GRC. La chose s'ébruitera au sein du cabinet du premier ministre et Morin sera contraint de démissionner sous couvert de motifs personnels en 1982. C'est le journaliste Normand Lester qui révélera en 1992 les accointances de Morin avec les services secrets¹⁶. Pour Lester, « Morin n'était pas un simple informateur de police », mais un « un espion de régime¹⁷ ». Entre sa démission en 1982 et les troublantes révélations du journaliste Lester, Morin publia trois livres¹⁸ sans jamais mentionner les faits. Il a depuis toujours clamé son innocence, affirmant avoir plutôt tenté de contre-espionner la GRC et de savoir ce qui se tramait contre le Parti québécois¹⁹. Un verdict définitif sur l'affaire Morin est-il même envisageable tant et aussi longtemps que les archives de la GRC ne seront pas ouvertes ? D'autres individus au sein du mouvement indépendantiste figuraient-ils sur la feuille de paie des services secrets canadiens, à une époque où ceux-ci consacraient une large part de leurs effectifs à contrer le mouvement souverainiste²⁰ ?

16. Normand Lester consacre trois chapitres de son « enquête sur les services secrets » à l'affaire Morin. Voir *Enquête sur les services secrets*, Montréal, Éditions de l'Homme, 1998, p. 139-232.

17. *Ibid.*, p. 203.

18. En 1987, 1988 et 1991.

19. Morin a publié en 2006 sa version des faits dans *L'Affaire Morin, légendes, sottises et calomnies* (Montréal, Boréal).

20. « Je ne sais pas si on l'on arrivera jamais au fond de la chose. J'ai l'impression [...] d'être dans un jeu de poupées russes. Est-ce qu'on est à la troisième ou quatrième poupée ? Je n'en sais rien.

Quoi qu'il en soit, Claude Morin s'est intéressé de près au mode d'accession à la souveraineté dès son arrivée au parti. Surnommé le Sphinx, Morin est décrit par Martine Tremblay, ex-directrice de cabinet de René Lévesque, comme un « [c]alculateur méticuleux », « qui décortique chaque étape du processus en prévoyant la réaction de l'adversaire, capable de documenter divers scénarios avec une précision chirurgicale, en utilisant les grands et les petits a) b) c) jusqu'à décourager les plus intellectuels de ses collègues²¹ ».

Sa perception même du parti est teintée par la crainte que lui inspire la base militante : « J'avoue avoir vécu, au printemps 1973, une période de doute non sur la souveraineté mais sur le parti lui-même, à certains égards davantage un mouvement qu'une formation politique. Dans le PQ d'alors, il y avait de l'évangélisation dans l'air. Le côté prosélyte et monastique du Conseil national, qui me séduisit d'abord, finira par me déplaire²². » Cette même vision du rapport entre cadres et base militante²³ est perceptible lorsque Morin estimait que les quelques voix discordantes qui s'étaient élevées contre la carte de

Combien y a-t-il de poupées ? Je n'en sais rien », déclarait Jacques Parizeau devant des militants péquistes le 12 mai 1992. (Cité dans Normand Lester, *Enquête sur les services secrets*, p. 204.)

21. Martine Tremblay, *Derrière les portes closes. René Lévesque et l'exercice du pouvoir (1976-1980)*, Montréal, Québec Amérique, 2006, p. 492.

22. Claude Morin, *Les choses comme elles étaient*, p. 256.

23. Stéphane Kelly note par ailleurs que « les idées politiques de l'homme – recherche de la stabilité, de l'ordre, de l'harmonie – le rapprochent plus de l'idéal hamiltonien que de l'idéal jeffersonien ». Stéphane Kelly, *Les Fins du Canada*, p. 256.

rappel sous prétexte que son message allait à l'encontre de la plateforme ne relevaient que du « réflexe syndical²⁴ ». Morin allait même jusqu'à comparer la vision péquiste avec « le paysage accidenté des films de cow-boys²⁵ ».

Le 17 novembre 1973, alors que la défaite du PQ était encore fraîche de deux semaines, Claude Morin accorda une entrevue au journaliste Michel Roy du *Devoir*²⁶. En plus d'affirmer ne pas être séparatiste et par conséquent délaissier le mot « indépendance » au profit de celui de « souveraineté », il suggéra alors une forme de rapatriement de pouvoirs par étapes. Pour commencer, il faudrait ramener dans le giron québécois les compétences liées aux domaines sociaux et culturels. « La souveraineté culturelle de Bourassa, dit Morin, pourrait en ce sens être une première ou bien une deuxième étape. Ensuite, ce pourrait être l'étape des pouvoirs administratifs ou économiques²⁷. » Plus encore, Morin affirmait que la souveraineté-association était plus proche d'un renouvellement du fédéralisme que d'indépendantisme.

Dans les semaines qui précédèrent le congrès de novembre 1974, les lecteurs du *Journal* furent témoins de nombreuses escarmouches entre Parizeau et Morin. Un référendum est-il une condition nécessaire et indispensable à l'obtention des pleins pouvoirs ? Pour Parizeau, « [t]out Québécois sait par expérience que quand on

24. Pierre Duchesne, *Le Baron. 1970-1985*, p. 98.

25. Claude Morin, *Les choses comme elles étaient*, p. 253.

26. « Claude Morin se demande si l'indépendance par étapes ne serait pas mieux acceptée » (*Le Devoir*, 17 novembre 1973).

27. Pierre Duchesne, *Le Baron. 1970-1985*, p. 95-96.

commence à lui dire que quelque chose se fera graduellement, cela veut dire que la chose ne se fera pas²⁸ ». Il ajoute que cela « consiste à offrir à ceux qui veulent un idéal profond et tenace une platée de spaghetti²⁹ ». À la suite de la réplique cinglante³⁰ de Morin, qui visait essentiellement à rappeler l'échec de Parizeau dans le dossier du Budget de l'an I, Parizeau répliqua dans le journal *Québec-Press* en taxant les référendistes d'irréalisme – eux qui se prétendent généralement champions de la *realpolitik* – et d'être victimes « d'une espèce de nostalgie des années 1960, alors que MM. Lesage et Johnson avaient réussi, pendant un temps, des opérations assez spectaculaires³¹ ».

Au congrès lui-même, Claude Morin et Jean-François Bertrand présentèrent une résolution qui faisait du référendum une étape obligatoire. Il s'ensuivit un débat virulent. Jacques Parizeau, qui n'était même pas délégué mais qui assistait au congrès à titre de journaliste du *Journal*, mobilisa ses sympathisants pour faire battre la résolution, à laquelle s'opposaient également la délégation de Montréal-Centre. C'est finalement une position de compromis qui émergea, émanant de l'exécutif du parti et du conseiller au programme Gilbert Paquette. La déclaration suivante se lira donc dans le programme

28. Jacques Parizeau, « Le débat sur l'accession à l'indépendance » (éditorial), *Le Journal*, 10 septembre 1974.

29. Pierre Duchesne, *Le Baron. 1970-1985*, p. 101.

30. Voir Claude Morin, « L'élasticité du spaghetti », *Le Journal*, 11 septembre 1974.

31. Jacques Parizeau, « L'indépendance : après le pourquoi, le comment » (chronique), *Québec-Press*, 15 septembre 1974.

électoral du PQ, adoptée par 630 délégués contre 353. En cas de victoire électorale, le Parti québécois s'engageait à

mettre immédiatement en branle le processus d'accession à la souveraineté en proposant à l'Assemblée nationale, peu après son élection, une loi autorisant : a) à exiger le rapatriement au Québec de tous les pouvoirs, à l'exception de ceux que les deux gouvernements voudront, pour fins d'association économique, confier à des organismes communs ; b) à entreprendre, en vue d'atteindre cet objectif, des discussions techniques avec Ottawa sur le transfert ordonné des compétences ; c) à élaborer, avec le Canada, des ententes portant notamment sur la répartition des avoirs et des dettes ainsi que sur la propriété des biens publics, conformément aux règles habituelles du droit international. Dans le cas où il lui faudrait procéder unilatéralement, assumer méthodiquement l'exercice de tous les pouvoirs d'un État souverain, en s'assurant au préalable de l'appui des Québécois par voie de référendum³².

En d'autres termes, l'élection d'une majorité de députés souverainistes permettrait d'ouvrir les négociations sur les modalités de l'association. Cependant, en cas d'échec, le gouvernement n'aurait d'autre choix que de procéder à une consultation référendaire avant de déclarer unilatéralement l'indépendance. En apparence cosmétique, cet ajout relève du virage majeur, dans la mesure où le référendum est désormais inévitable en situation – prévisible – de refus de négocier de la part d'Ottawa.

32. Cité dans Vera Murray, *Le Parti québécois*, p. 72-73.

Peu à peu, la dynamique « ambivalents versus résolus » interne aux libéraux tout au long de la Révolution tranquille se transposera au sein du PQ, faisant émerger une relation conflictuelle à l'intérieur d'un cadre partisan. Gérard Bergeron dira de Lévesque qu'il désavouait « à gauche des attitudes provocatrices » et réprimandait, « à droite, des comportements timorés », étant « l'homme du mouvement mais d'un juste milieu entre le désordre et la peur³³ ».

L'étapisme s'est mis en place à l'image de ce qu'il prétend prôner en guise d'approche envers la souveraineté : par étapes. Après la carte de rappel, suivait le congrès de 1974. Cette progression répondait au sentiment que les insécurités profondes des Québécois étaient insurmontables et qu'il fallait impérativement contourner ce mur plutôt que de tenter de le faire tomber. L'adoption de la stratégie étapiste résulte de facteurs tout autant structurels que conjoncturels.

Il importe désormais de définir la nouvelle doctrine et ses effets.

L'étapisme et ses conséquences

La conversion du Parti québécois au référendisme a constitué une transformation radicale du cadre stratégique et de la vision du politique chez les souverainistes. Le congrès dit de l'étapisme, en 1974, a représenté pour les péquistes un véritable pivot dans le rapport à l'exercice du pouvoir et à la signification du processus électoral.

33. Gérard Bergeron, *Notre miroir à deux faces*, p. 105.

C'est alors que s'amorce le glissement vers le souverainisme de province. L'année 1974 représente le point de non-retour. Le Parti québécois a franchi une frontière de façon irréversible, adoptant carrément une nouvelle culture politique.

Le virage de l'étapisme n'était pas un changement de tactique mais de stratégie. Une tactique est une manière de disposer les effectifs disponibles dans une mission précise, tandis que la stratégie renvoie à une vision globale de l'action à entreprendre. La première vise à remporter une bataille, la seconde à gagner la guerre.

Comment penser l'étapisme ? Il y a deux volets : les principes et la *realpolitik*.

Sur le plan des principes, on évoque la culture démocratique. Une élection ne suffirait pas pour décider du statut de la nation québécoise. Seule une consultation exclusivement consacrée à cette question pourrait avoir une telle portée. Une élection porte sur une multitude d'enjeux et permet aux citoyens de se prononcer sur le bilan du gouvernement sortant. Il serait donc fallacieux d'utiliser un tel scrutin comme sauf-conduit vers l'indépendance. Si cela se produisait, le Québec courrait le risque de parvenir à l'indépendance sans l'avoir véritablement voulue. Il se peut que la configuration de la carte électorale porte au pouvoir un parti qui n'a pas obtenu une majorité de voix. Une telle victoire permettrait-elle de créer un nouveau pays indépendant en toute légitimité, soit sans qu'une majorité d'électeurs l'aient appuyé clairement ?

Sur le plan stratégique, l'étapisme se fonde en bonne partie sur l'idée que les chances de reconnaissance d'un Québec souverain-associé par le Canada et par la communauté internationale seraient plus grandes si celui-ci

naissait grâce à une consultation référendaire. Claude Morin prête d'ailleurs la paternité du référendum à Gordon Robertson, greffier du Conseil privé, donc premier fonctionnaire d'Ottawa, qui était alors coresponsable³⁴ – avec Marc Lalonde – des services de renseignement mis sur pied par le cabinet Trudeau pour lutter contre le séparatisme, de même qu'à Robert Bryce, ancien sous-ministre fédéral des Finances, et à Al Johnson, sous-ministre de la Santé et du Bien-Être social. C'est en 1969 que ces messieurs auraient fait cadeau à Morin de ce qu'il qualifie d'« [u]tile avis du fédéral³⁵ ». Ils lui auraient alors fait comprendre que seul un référendum – malgré la quasi-totale inutilisation d'un tel procédé dans l'histoire parlementaire britannique – convaincraient les provinces et Ottawa d'accepter une renégociation des rapports intra-canadiens. Dans le cas d'un référendum sur la souveraineté plutôt que sur un réaménagement du fédéralisme, demanda Morin, Ottawa serait-elle disposée à reconnaître le résultat ? Les trois hauts fonctionnaires fédéraux lui auraient répondu qu'Ottawa et les provinces s'inclineraient, mais que, de toute manière, les Québécois rejetteraient le séparatisme³⁶.

34. Le chapitre « Claude Morin et le Parti québécois » du livre *L'Autre Histoire de l'indépendance* de Pierre Dubuc (Notre-Dame-des-Neiges, Éditions Trois-Pistoles, 2003, p. 161-223) documente grandement ce sujet, s'appuyant notamment sur les témoignages de la Commission McDonald, mise sur pied par le gouvernement fédéral pour enquêter sur les services secrets canadiens. Voir également Pierre Duchesne, *Le Baron. 1970-1985*, p. 417-435.

35. Claude Morin, *Les choses comme elles étaient*, p. 309.

36. Voir *ibid.*, p. 309-311.

La consultation électorale n'étant pas suffisante, la décision cruciale devant être reportée à une consultation ultérieure, on pose ainsi la question de la clarté : qu'est-ce qu'une majorité claire ? En adoptant le principe d'un référendum, le PQ répond implicitement qu'il ne s'agit plus d'une simple majorité de sièges, mais que cinquante pour cent plus un des suffrages exprimés représentent désormais une condition *sine qua non*.

L'étapisme s'affichait comme posture réaliste dans le but de rassurer l'électorat. Ce précepte repose sur l'idée selon laquelle le peuple ne serait pas prêt d'emblée pour l'aventure souverainiste. Si les efforts en vue d'une redéfinition réconfortante de l'image du projet ont été au cœur du souverainisme moderne depuis qu'il est porté par René Lévesque, l'étapisme vise à dédramatiser le sens profond d'un vote en faveur du Parti québécois. L'idée sous-entendue est limpide : la meilleure manière de démontrer que les souverainistes ne versent pas dans l'incompétence ou dans le fanatisme révolutionnaire, c'est d'exercer le pouvoir provincial afin d'apporter la preuve par l'exemple de leur capacité de gouverner. Une telle posture est-elle vraiment réaliste ?

Les adversaires de l'étapisme ont souvent été caricaturés (on les désignera plus tard sous l'étiquette de « purs et durs », attachée à une vision dogmatique de l'indépendance). Cela ne signifie pas qu'il y ait eu jusque-là au sein du mouvement souverainiste une négation de l'existence d'étapes dans la marche à suivre pour réaliser l'indépendance, bien au contraire. L'apport principal du MSA et du PQ à la vieille idée d'indépendance est justement d'avoir su mobiliser experts et techniciens qui, sachant faire passer celle-ci de moment à processus, en documentèrent les étapes. Ils ont eu le mérite de trans-

former ce qui pouvait être perçu comme un événement en une succession d'actes d'État bien planifiés. On aurait donc tort de réduire la démarche du PQ de 1970 et de 1973 à une simple proclamation parlementaire de l'indépendance, étant donné que la prise du pouvoir ouvrait plutôt la voie à la préparation de l'appareil politico-législatif. Ces étapes à suivre, le programme de 1973 les détaillait comme jamais auparavant.

Nous verrons que c'est bien l'étapisme qui transformera l'indépendance en événement alors qu'il s'agissait auparavant d'un processus. Il n'y avait, dans les documents péquistes pré-1974, aucune croyance en un providentiel « Grand Soir » où l'indépendance se réaliserait instantanément. Par contre, il n'était alors aucunement question de séparer l'exercice du pouvoir et la construction effective du pays québécois. L'élection du PQ aurait engagé le Québec sur la voie de la réalisation *de facto* de l'indépendance et aurait placé Ottawa devant un État détenant un véritable rapport de force. Le référendisme étapiste retarde – dans sa théorie même – la préparation de la reconnaissance *de facto* de l'État indépendant : si le référendum est le moment inaugural, alors les diverses démarches tactiques ne pourraient en principe être entreprises que non-légitimement. À l'inverse des premiers programmes du PQ, qui autorisaient la défaite tactique sans que des conséquences ne s'ensuivent quant à l'option fondamentale du parti, la stratégie de l'étapisme fait plutôt reposer tous les espoirs sur la seule consultation référendaire, dont l'issue sera déterminante pour l'avenir collectif. C'est donc plutôt la croyance illusoire en l'imaginaire du « Grand Soir », qui relève de la pensée magique.

En outre, la transparence extrême inhérente à la stratégie étapiste mène inexorablement à un exercice où la

mécanique se déploie à la vue des adversaires de la souveraineté³⁷. Ottawa se trouve alors en parfaite mesure de se préparer et de s'investir dans l'appareil démocratique québécois, les lois votées à l'Assemblée nationale ne s'appliquant pas à lui. L'exemple du référendum de 1995 est éloquent à bien des égards, comme en ont témoigné les nombreuses révélations faites en 2005 à la commission Gomery sur l'utilisation de sommes faramineuses au nom de l'unité canadienne et des octrois massifs de la citoyenneté canadienne aux immigrants récents, plus portés à appuyer le camp du « non ».

L'étapisme confisque ainsi une question essentiellement politique pour l'enfermer dans un juridisme idéaliste, que les adversaires du souverainisme ne partagent pas toujours. Il évacue les notions de rapport de force et de stratégie d'État et les remplace par l'espoir qu'Ottawa, par esprit démocratique, acceptera de négocier et de reconnaître le verdict référendaire. Après la crise d'Octobre de 1970, la détermination d'Ottawa de mettre au

37. Pierre Marois, étoile montante du PQ à cette époque, commentait en 2000 le virage de 1974 de la sorte : « L'indépendance est un projet qui va déranger de gros intérêts. Tu ne te prépares pas à faire une grande révolution comme celle-là, en dévoilant tous tes instruments, tes outils et une partie de ta stratégie. Or, pour moi, le référendum c'était une stratégie possible. On ne va pas foutre ça dans un programme de parti politique. » (Cité dans Pierre Duchesne, *Le Baron. 1970-1985*, p. 103.) Comme l'écrit Stéphane Kelly : « [E]n s'appliquant à donner un relief plus stratégique, plus stable, plus harmonieux au projet souverainiste, il ne compliquait pas la vie de ses adversaires fédéralistes. Au contraire. Dès 1974, Morin réussissait à encadrer le mouvement à l'intérieur de bornes prévisibles. » (Stéphane Kelly, *Les Fins du Canada*, p. 228-229.)

pas le mouvement national au Québec, de « mettre fin aux folies », pour paraphraser Trudeau, était pourtant ostensible.

Nous avons vu précédemment que le Parti québécois et le souverainisme moderne, né du constat d'un plafonnement de la Révolution tranquille, appuyaient leur discours sur la critique du provincialisme, c'est-à-dire sur le procès d'un cadre où le Québec serait condamné à discuter constamment de la manière d'aménager son statut de minorité. Il ne faut pas pour autant voir dans le péquisme pré-étapiste une quelconque négation de la nécessité de gérer adéquatement les pouvoirs dont le Québec bénéficie déjà en tant que province, mais d'en dénoncer l'insuffisance.

Les autres politiciens provinciaux étaient accusés par le PQ – en 1970 et en 1973 – de se contenter du mirage du pays des merveilles et de condamner le Québec au folklore et à la petitesse. Or l'étapisme condamne à son tour le PQ à se convertir à cette matrice, car il l'amène à transformer les scrutins en élections pour un « bon gouvernement », à l'instar des autres formations qui, elles, assument pleinement leur consentement au Canada³⁸.

38. « Tant que le Parti québécois ne se transformera en mouvement qu'à tous les quatre ans pour une période de six semaines pour ensuite s'éloigner de sa base militante et se préoccuper simplement d'administrer la province et de rassurer ses ennemis irréductibles, il ne progressera qu'à pas de tortue. » Le sociologue Hubert Guindon y est allé de cette déclaration dans le cadre du XX^e Congrès mondial de l'Association internationale de sociologie, tenu à Montréal du 26 juillet au 1^{er} août 1998. Le texte a été reproduit dans les *Cahiers de recherche sociologique* (n^o 30, 1998, p. 33-78). Nous nous sommes cependant basés sur la ver-

La stratégie étapiste établit une corrélation entre la popularité du gouvernement, qui serait le résultat d'une gestion provinciale adéquate, et la progression de la « cause ». Or un gouvernement souverainiste qui serait particulièrement performant ne démontrerait-il pas que le statut provincial suffit amplement pour assurer le développement de la nation québécoise ? Sa gestion aurait-elle été médiocre que la logique inhérente à la recherche du pouvoir l'amènerait à troquer la rhétorique condamnant le caractère ingouvernable de la province au profit d'un marketing visant à redorer le bilan gouvernemental. Dans le cas d'un bilan décevant, l'impopularité d'un gouvernement souverainiste rebuterait les Québécois, qui ne seraient vraisemblablement pas intéressés à confier la création d'un nouveau pays à une équipe qui ne parvient pas à s'occuper convenablement d'une province.

L'étapisme impose au PQ de se convertir à la critique politicienne au détriment du procès du régime, embrassant une vision essentiellement gestionnaire combinée aux dangers d'une usure du pouvoir et d'une intériorisation des réflexes de la gouvernance provinciale. Il pousse le souverainisme sur la pente glissante du politiquement correct, de la peur du conflit ouvert. Assimilant bien souvent la fermeté à l'extrémisme, il mène au refus du conflit des légitimités, donnant *de facto* son assentiment au cadre canadien.

sion suivante : Hubert Guindon, « Chronique de l'évolution sociale et politique du Québec depuis 1945 », *Les Classiques des sciences sociales*, p. 36 [classiques.uqac.ca/contemporains/guindon_hubert/chronique_evol_qc/chronique_evolution_soc_Qc.pdf].

La dédramatisation du sens profond d'un appui au Parti québécois banalise la souveraineté, qui représente désormais si peu une urgence qu'elle peut être remise à plus tard. Les souverainistes reconnaissent eux-mêmes que la véritable priorité réside dans la gestion adéquate de la province, leurs actes de gouvernance accréditant une telle assertion. Perdant son caractère inévitable en dépit de la rhétorique officielle du parti, la souveraineté n'en devient pas pour autant rassurante aux yeux de ceux qui la craignent.

Il s'agit d'une transformation profonde du rapport à l'exercice du pouvoir et au processus électoral. Dans les premiers programmes du Parti québécois, le pouvoir et la souveraineté étaient indissociables, étant à la fois moyen et fin en soi. Après 1974, le pouvoir devient l'objectif central de la première étape de la stratégie et n'est plus qu'un moyen pour ouvrir la voie à la « bonne gouvernance ». Le référendum, la seconde étape, passe de moyen éventuel à moyen obligé pour mener au second objectif, la souveraineté.

Or le terrain est miné, car les impératifs de l'exercice du pouvoir mènent inévitablement à trahir l'esprit du référendum, lequel cesse d'abord d'être un moyen pour devenir un objectif, puis est ensuite repoussé à un horizon lointain selon les humeurs de l'opinion publique. L'ensemble des débats autour des modalités, de l'échéancier, du libellé de la question ou encore de la pertinence (ou non) d'utiliser les fonds publics pour faire la promotion de la souveraineté avant la consultation référendaire occupent alors toute l'attention.

Le débat est accaparé par diverses considérations autour du calendrier pour contenter les militants – ce fut l'enjeu central lors de la course à la direction du Parti

québécois en 2005, ou lorsque le gouvernement Landry avait fait la promesse de réaliser la souveraineté dans mille jours – ou encore par des justifications attentistes, telles que les « conditions gagnantes » que Lucien Bouchard souhaitait réunir avant d'enclencher une nouvelle offensive consultative. En 2003, c'était « l'assurance morale de gagner » le référendum qui faisait office de préalable à l'action, tandis que la cuvée 2014 s'articulait autour du fait qu'il n'y « en aurait pas tant que les Québécois ne seront pas prêts » ; tant de formulations renvoyant toutes à une même logique.

L'étapisme impose au mouvement souverainiste un nouvel équilibre entre rupture et continuité. L'idée même de rupture, inséparable d'appels au sacrifice et au dépassement de soi, renvoyant à la responsabilité qui vient avec la liberté, est condamnée à s'estomper peu à peu.

Le pathos, ce rapport émotionnel avec la réalité, a toujours été au cœur de l'aspiration à l'indépendance, s'appuyant sur les passions et la relation dramatique que la nation québécoise entretient avec son récit mémoriel. La montée du lévesquisme a permis d'ajouter des assises modernistes à ce pathos, qui présentait toujours l'indépendance comme le redressement de l'histoire. Ce discours souverainiste officiel s'est radicalisé à partir de la seconde moitié de la décennie 1990, où la « souveraineté » embrasse la gestion comptable pour devenir le remède au « déséquilibre fiscal » et aux « dédoublements administratifs », en plus de permettre au Québec de détenir un siège dans les institutions internationales. On y va régulièrement d'un dithyrambe sur les succès du Québec³⁹,

39. Bernard Landry : « La moitié des exportations canadiennes

qu'on présente comme une société moderne et résolument normale, tout en saluant la « grande démocratie canadienne ».

Au tournant des années 2000, un nouveau discours messianique double celui-ci sur sa gauche, visant à combler ce qu'on perçoit comme la vacuité du souverainisme. La souveraineté devient alors une affaire de « valeurs », celles d'un Québec prétendument progressiste à la différence d'un Canada conservateur⁴⁰, plutôt qu'une question d'intérêt national.

Au cours de la décennie 1970, le souverainisme était encore bien loin de la stérilité des années 1990 et 2000. Mais l'établissement des bases de sa transition progressive vers celle-ci était bien enclenché.

Cette transition a laissé de nombreux orphelins. L'option indépendantiste, privée de son caractère « dramatique », ne peut plus constituer un projet de société se

de haute technologie proviennent du Québec. Notre économie est l'une des plus diversifiées au monde et l'une des plus tournées vers l'exportation. Notre taux de scolarisation est l'un des plus élevés des pays de l'OCDE. Les descendants des paysans marginaux d'autrefois sont présents dans tous les champs de l'activité économique moderne, y compris, bien sûr, en agriculture. Les anciens dominés ont renversé les rôles, et l'économie du Québec appartient à sa population, à titre individuel et collectif, dans une plus large mesure que ce n'est le cas en Ontario et dans le reste du Canada. [...] La nation québécoise a trouvé son nom et son véritable périmètre physique et humain. » (*La Cause du Québec*, Montréal, VLB éditeur, 2002, p. 13-14.)

40. C'est notamment un des principaux fondements de l'argumentaire de Gilles Duceppe, chef du Bloc Québécois de 1997 à 2011. Voir *Entretiens avec Gilles Toupin*, Montréal, Richard Vézina éditeur, 2010, p. 109-113.

suffisant à lui-même, fondé sur l'accès à l'universel et sur l'inscription dans la durée. Elle n'est plus, pour plusieurs observateurs, qu'une « coquille vide » ou une inoffensive volonté de hisser un drapeau aux Nations unies, si elle n'est pas assortie d'un projet de société qui reposerait sur l'écologisme, l'altermondialisme, le pacifisme, etc. L'idée d'enchâsser certaines « valeurs » – qui sont en réalité des positions politiques – dans le projet de pays laisse entendre que celles-ci seraient permanentes lors de sa réalisation, et sous-entend également un manque de confiance de la part des élites à l'égard d'une population québécoise dont on craint qu'elle ne fasse pas les « bons » choix. Il s'agit là d'une négation de la souveraineté populaire d'un peuple qu'on craint aliéné, au nom de la défense de ses intérêts supérieurs. Aussi, bien que les défenseurs de l'approche pragmatique-gestionnaire et ceux de l'imposition d'un contenu idéologico-messianique, soient en apparence diamétralement opposés, ils incarnent des postures qui découlent toutes les deux de la culture politique et partisane.

La volonté d'imposer de telles ornières idéologiques veut en réalité pallier l'incapacité de penser l'intérêt national. Cela ne veut pas dire que les élites péquistes ne se livrent jamais à des critiques structurelles du régime canadien, mais ces dernières s'en trouvent considérablement amoindries par des actions essentiellement réactives à une conjoncture à laquelle on se conforme au lieu de tenter de la briser. L'indépendance mène bien entendu à une défense décomplexée des choix faits par les Québécois, mais elle devrait s'opérer dans un esprit d'intérêt national et non de respect absolu d'un quelconque petit catéchisme idéologique.

L'État est l'outil central dans la relation entre gouvernants et gouvernés. Au Québec, où deux gouvernements aspirent à s'imposer comme référence nationale, la quête de légitimité provoque des conflits ouverts. La légitimité ouvre au gouvernant la voie d'une action acceptée comme étant normale et juste. En contexte de démocratie libérale, on place généralement dans la souveraineté populaire la base de la légitimité. Une fois élu, un parti politique prend les rênes de l'État, qui détient un certain nombre de monopoles, dont celui de la production des lois, le monopole fiscal, certains monopoles économiques, dont la monnaie, le monopole judiciaire (car seul l'État est en droit de juger et de punir), de même que le monopole de la prise de décisions engageant la collectivité. Les sociétés contemporaines reposent sur un véritable « ordre démocratique », par opposition aux différentes théories des ordres traditionnels ou à un prétendu ordre marchand. On pourrait également ajouter que l'ordre démocratique nécessite un espace de souveraineté, donc des frontières pour en délimiter les responsabilités. Seuls les États indépendants sont dotés de telles frontières. Les États partiellement construits sont condamnés à l'inachèvement.

Tout bien considéré, l'étapisme porte très mal son nom : plutôt que de poser l'existence d'étapes concrètes dans la définition et la construction de l'État-nation, il inscrit l'indépendance dans le registre de l'Idéal. Après plusieurs années d'administration de la province, il ne suffira que d'une trentaine de journées référendaires – et d'une brillante joute oratoire – pour convaincre la majorité de voter en faveur du « oui ». Le référendum polarise autour du pays imaginaire – et se solde par son rejet –

plutôt que d'inaugurer une série d'actes d'État édifiant le pays réel.

L'étapisme est une véritable rupture, opérant chez les souverainistes une acceptation satisfaite de cet inachèvement. La souveraineté ne peut dès lors que s'enfermer dans le domaine des concepts et de la rhétorique. Si cette dernière peut faire office de force mobilisatrice, peut-elle véritablement incarner le cœur de la réalisation de l'indépendance ? Aussi charismatique que soit le chef, et aussi percutantes que soient les formules qu'il emploie pour faire miroiter les mirages de la terre promise, le mur psychologique – et compréhensible – de la peur de l'inconnu se dressera toujours quand viendra le jour J. La seule démonstration convaincante est dans l'effectif, dans l'établissement, dès l'élection, des bases de l'État indépendant, comme les premiers programmes péquistes le prônaient.